

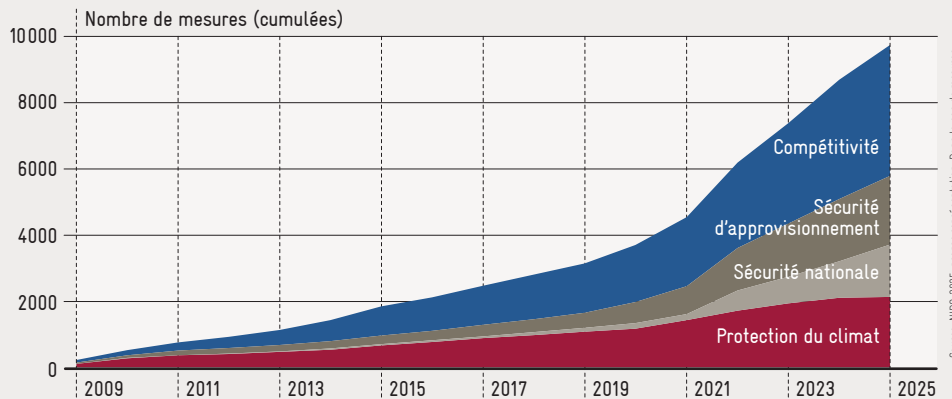
Une politique industrielle illusoire

Dans le monde, la politique industrielle a le vent en poupe. Pourtant, malgré des dépenses élevées, l'interventionnisme actif dans la structure de l'économie ne tient que rarement ses promesses.

Contexte

Contrairement à la politique économique axée sur les conditions-cadres, la politique industrielle se caractérise par des interventions sélectives. Elle favorise de manière ciblée certaines entreprises, branches ou technologies. A l'inverse de ce qui se fait à l'étranger, la Suisse a jusqu'à présent renoncé à de telles mesures, parfois regroupées sous le nom de politique industrielle verticale. Toutefois, les promesses se multiplient, notamment celles du maintien des branches traditionnelles et de l'implantation de branches prometteuses pour une meilleure sécurité nationale et d'approvisionnement, compétitivité et protection du climat.

Doublement des subventions pour la politique industrielle depuis 2021



Les subventions de politique industrielle accordées dans le monde entier pour la compétitivité, la protection du climat ainsi que la sécurité nationale et d'approvisionnement s'élèvent depuis 2021 à au moins 2280 mia. de dollars.

Source: NIFO 2025, propre représentation. Dans le cas de mesures comportant plusieurs objectifs, chaque objectif est compté séparément.

Faits

± 0

Les politiques industrielles à l'étranger devraient avoir peu d'effets sur l'économie suisse, car les effets négatifs (distorsions de la concurrence) et positifs (hausse de la demande étrangère) s'équilibrent plus ou moins.

■ **Compétitivité affaiblie:** La politique industrielle risque de retarder les changements structurels et d'affaiblir la compétitivité de l'économie suisse. Les subventions à certaines branches sont coûteuses et immobilisent le capital et la main-d'œuvre qui manquent à des activités plus productives.

■ **Intelligence collective vs. planification centralisée:** L'Etat est souvent moins bon que le secteur privé lorsqu'il s'agit d'identifier les marchés et les technologies d'avenir. Tout service public, même bien renseigné, fait face à de nombreuses entreprises qui disposent de plus d'informations. Historiquement, les investissements de l'Etat se sont souvent soldés en échec.

■ **Pour tous, sans privilèges:** L'Etat doit financer la politique industrielle en prélevant des impôts auprès d'autres acteurs économiques ou en renonçant à d'autres dépenses. Les privilèges accordés à certaines entreprises se font au détriment de beaucoup d'autres (concurrents, contribuables, consommateurs).

■ **Mauvaises incitations et inefficacités:** La possibilité de recevoir des fonds publics incite les entreprises au lobbying. La politique industrielle entraîne des inefficacités et l'Etat risque d'être accaparé par certains intérêts privés. Une fois accordées, les subventions sont difficiles à supprimer.

Recommandations

Les politiques industrielles étrangères peuvent fausser la concurrence pour certaines entreprises de notre pays, mais la Suisse profite également de ces programmes de subventions: de **nouveaux marchés** s'ouvrent à nos entreprises. De plus, les **produits peuvent être importés à moindre coût**. Au lieu de risquer des échecs en

politique industrielle, la Suisse devrait mener une politique économique qui permette le changement structurel et soutienne notre économie hautement spécialisée. Cela signifie qu'il faut surtout **rester attractif pour les personnes et entreprises innovatrices** et garantir un filet de sécurité sociale pour les perdants du changement structurel.

